

POUR UNE REDÉFINITION DU SUJET DE LA LUTTE



CONSIDÉRATIONS SUR LE CONCEPT DE
« TRAVAIL ÉTUDIANT »
TEL QUE THÉORISÉ PAR LE
MOUVEMENT ACTUEL

(I) La perspective de lutte des CUTE comme dépassement du « droit à l'éducation »

L'entrée en scène des *Comités Unitaires sur le Travail Étudiant* se présente comme l'occasion enfin trouvée d'en finir avec les perspectives politiques du mouvement étudiant telles qu'elles nous ont été historiquement offertes. Cet état de fait a tout pour réjouir quiconque souhaite provoquer une transformation sociale réelle, à même d'excéder le strict cadre de l'éducation postsecondaire. Avant les CUTE, les perspectives de lutte engendrées par le mouvement étudiant québécois – dans son histoire récente – étaient essentiellement dirigées vers la défense du « droit à l'éducation », phare resplendissant d'une critique de la marchandisation des institutions scolaires; si resplendissant qu'on a relégué – consciemment ou non – toute perspective de subversion de la société capitaliste au second plan. En effet, la critique humaniste, « citoyenne », de l'arrimage de l'école aux besoins du capital tourne, chaque fois, rapidement court. La militante ou le militant qui s'évertue à défendre l'accès à l'éducation pour tous et toutes est rapidement amené·e à comprendre qu'une lutte de longue haleine contre la société capitaliste et sa tendance inexorable à rendre toutes les sphères de la vie sociale adéquates à son procès ne peut être menée *sur la base d'idéaux*; et de fait, l'« éducation citoyenne », « universaliste » et « émancipatrice » n'est que très rarement considérée par les couches les plus exploitées de la société comme quelque chose digne de les faire entrer, aux côtés des étudiant·e·s, en lutte ouverte contre cette société. Ainsi isolé·e, perdu·e, notre militant·e universaliste a tôt fait de devenir, à son tour, un simple rouage de l'économie capitaliste. Mais fort heureusement, il se trouvera toujours une coopérative docile de Centre-Sud ou d'Hochelag, une centrale

syndicale ou même un parti de gauche à la mode qui sera prêt·e à l'accueillir bienveillamment en son sein.

Au cours des deux dernières années, les CUTE ont efficacement pointé le cul-de-sac théorique et pratique vers lequel de telles perspectives politiques dirigeaient le mouvement étudiant. En ce que ses fondements théoriques le faisaient s'illusionner sur la signification de la fonction concrète des étudiant·e·s à l'intérieur de la société capitaliste, le mouvement étudiant traditionnel s'était toujours interdit une compréhension minimalement sérieuse du rôle spécifique de la sphère de l'éducation à l'intérieur du capitalisme, à savoir : celui d'assurer la *reproduction des rapports sociaux* qui rendent eux-mêmes possible ce mode de production. En reprenant la réflexion qui donna naissance et alimenta le Collectif Féministe International (CFI, 1972-1977), les CUTE ont su insisté sur la nécessité pressante de définir le rôle des étudiant·e·s dans leur rapport à la totalité capitaliste et introduire, par le fait même, la possibilité de dépasser les limites historiques de l'ancien mouvement étudiant.

Ce renversement de cadre d'analyse opéré à l'intérieur du mouvement étudiant n'est pas sans impact sur les luttes actuelles et à venir. De la même manière que les féministes marxistes du CFI comprennent que « si la famille est un centre de production, essentiel au capitalisme et à la vie même, il peut être aussi un centre de subversion¹ », les analyses actuelles des CUTE permettent de saisir la nécessité de l'activité étudiante pour la reproduction du capitalisme et, par le fait même, son potentiel subversif.

¹ Toupin, *Le salaire au travail ménager*, éd. du Remue-ménage. p. 67

Dans la lignée du mouvement *Wages for Housework* du CFI, les militantes des CUTE ont habilement démontré le caractère profondément féministe des objectifs d'une lutte qui vise à mettre fin au travail gratuit que représentent les stages non-rémunérés². Alors que certains stages sont bel et bien rémunérés, force est de constater que l'écrasante majorité de ceux qui ne le sont pas sont occupés par des femmes parmi lesquelles les personnes racisées et immigrantes sont surreprésentées. Les militantes des CUTE font voir très pertinemment que cette situation relève d'une séparation sexiste, raciste et systématique entre travail productif – traditionnellement masculin – et travail reproductif (travail ménager, santé, éducation, protection sociale, etc.) – historiquement imposé aux femmes et aux personnes racisées. Le labeur gigantesque de reproduction et d'entretien de la force de travail – pour être approprié moyennant la plus infime compensation possible – s'est vu profondément banalisé, invisibilisé et naturalisé par une idéologie patriarcale qui pérennise cette division sexuelle du travail.

C'est précisément parce que le discours et les pratiques actuelles des CUTE ouvrent de nouvelles potentialités subversives qu'un groupe comme le nôtre juge pertinent d'intervenir dans la lutte actuelle. Effectivement, la lutte pour la rémunération des stages et la théorie sur laquelle celle-ci se base peuvent être le début d'une reconfiguration du mouvement étudiant qui prend pour cible l'exploitation et qui, par le fait même, peut briser l'isolement habituel des luttes étudiantes. Toutefois, certaines bases actuelles du mouvement doivent être dépassées pour rendre possible une lutte orientée vers des intérêts

² Cf. CUTE, no. 1, « Grève des stages, grèves des femmes », « Exploitation des femmes et racisme : une pilule difficile à avaler pour les stagiaires ». CUTE, no. 3, « Les soins c'est pour les autres ».

communs aux autres travailleur·euse·s exploité·e·s. Notre présente intervention vise précisément à contribuer au dépassement de ces limites. Nous la savons d'autant plus justifiée par le fait que cette volonté d'orienter le mouvement étudiant vers une subversion sociale large est loin de nous être exclusive; elle est explicitement partagée par plusieurs militant·e·s des CUTE³.

En s'inspirant du *Wages for Housework* et plus particulièrement de *Wages for Students* (1975), les CUTE eurent tôt fait d'adopter leur stratégie : demander la *salarisation* et le *statut de travailleur.euse* pour l'étudiant.e afin de *rendre visible* le fait qu'il s'agit d'une *activité nécessaire à la reproduction du mode de production capitaliste*. Rendre visible le fait que l'activité étudiante sert ultimement à la classe capitaliste serait le point de départ d'une prise de contrôle sur cette activité. Cette stratégie en serait ainsi à sa première étape avec la lutte pour la rémunération des stages qui « représentent la face visible et perceptible dans toute sa brutalité de l'exploitation du travail étudiant⁴ ». Or, la focalisation quasi exclusive du mouvement sur la revendication de la rémunération de tous les stages place *présentement* à l'arrière-scène les perspectives de luttes plus radicales que contient la théorie développée par les CUTE, à savoir : celles visant à faire prendre conscience du rôle essentiel de la sphère de l'éducation dans la reproduction du système capitaliste dans sa totalité, comme moyen d'acquérir un levier de pouvoir contre celui-ci. En plaçant *l'étape de la salarisation* comme *absolument nécessaire* à la subversion du système d'éducation tel que produit par le capitalisme,

³ Cf. CUTE no. 0, « Appel à la formation de Comités unitaires sur le travail étudiant »; CUTE no. 4, « Réflexion sur la grève des stages et la reconfiguration du mouvement étudiant », « Proposition pour le contrôle ouvrier de la production des savoirs », « Un salaire contre l'école » et « All the work we do as women ».

⁴ CUTE, no.4, « Réflexion sur la grève des stages et la reconfiguration du mouvement étudiant ».

ce qu'il y a de plus fécond dans ce mouvement court alors le risque d'être relégué aux oubliettes par la dynamique réformiste de la lutte pour la rémunération des stages. Ainsi, plusieurs militant·e·s pour lesquel·le·s la nécessité de l'abolition du capitalisme est immédiatement admise s'énervent devant l'apparente acceptation du salariat (comme rapport social) par les CUTE. C'est peut-être la raison pour laquelle, au cours des derniers mois, les *ingouvernables*⁵ ont pu canaliser – pour le meilleur et pour le pire – la volonté d'amener la lutte plus loin.

(II) Critique des « ingouvernables ». Sur *le refus de ce-dont-on-ne-peut-pas-mentionner-le-contenu*

Si, à première vue, la récente « polémique » entre les *ingouvernables* et les CUTE peut avoir l'allure d'une chicane de corridor purement *uqamienne*, nous sommes persuadé·e·s que le contenu du débat n'est pas pour lui-même sans intérêt – aussi semblerait-il malvenu de notre part de ne pas faire l'analyse d'un groupe monopolisant présentement l'essentiel du discours à prétention révolutionnaire. Notons au passage que la réponse féministe de leur groupe⁶ a pertinemment dénoncé l'hostilité de certain·e·s membres des CUTE envers toute action autonome émanant d'organisation extérieure – chose qui leur a aussi été reprochée au sein de leurs propres rangs⁷. Cette attitude inflexible adoptée par une certaine fraction des CUTE, qui se résume à éluder les initiatives et critiques extérieures sous prétexte d'« antiféminisme » et/ou d'« opportunisme », menace de nuire au développement des

⁵ Pour consulter les productions des *ingouvernables*, cf. ingouvernables.info

⁶ Cf. Ingouvernables, *Féministes, c'est-à-dire contre le travail*.

⁷ Cf. « CUT(e) the bullshit » (Disponible sur dissident.es)

nécessaires débats internes. Pour toutes ces raisons, nous croyons intéressant de considérer brièvement l'alternative que les *ingouvernables* opposent aux CUTE.

Avant d'entrer dans le cœur du débat : qui sont ces *ingouvernables*? La jeune existence du groupe et le caractère extrêmement abstrait de la plupart de ses productions théoriques posent la réponse à cette question comme un grand défi. Nous savons minimalement que les *ingouvernables* rassemblent en leur sein nombre de militant·e·s directement issu·e·s de la frange anarcho-*rad* dont nous avons pu observer le développement quantitatif lors des grèves étudiantes de 2012 et de 2015. Ce qui, toutefois, est inédit, c'est bien l'intérêt porté pour les positions théoriques du *Comité Invisible* et pour celles de la très humoristique revue *Tiqqun* – conjonction théorique qui forme, nous le verrons, leur confuse unité idéologique. Pour ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, les *ingouvernables* forment un groupe dont une partie des activités a consisté, jusqu'à présent, à tenter de pousser plus loin la lutte pour la rémunération des stages en s'appuyant sur les concepts d'« autonomie » et de « refus du travail ».

Pour ce groupe, l'intervention visant à radicaliser la lutte n'a pas mille chemins à suivre, elle n'a pas à détailler les conditions d'existence précises des personnes en lutte pour dégager rigoureusement ce contre quoi il s'agit de lutter. Non, faire une telle chose, c'est-à-dire partir de notre situation concrète dans la société capitaliste comme étudiant·e ou comme travailleur·euse, est d'emblée problématique : « Plutôt que de poser l'identité “travailleur/travailleuse” comme base de toute revendication politique, nous voulons en tracer l'éclatement, nous

penser comme non-travailleurs/travailleuses, comme contre le travail.⁸ » Apparemment, « être contre le travail » ne nécessite pas de se comprendre et de se définir, notamment, comme travailleur·euse exploité·e par le capital dont le surtravail est utilisé pour reproduire les conditions de sa propre exploitation; ce serait là réutiliser la catégorie de travail (!), ce serait « s'opposer frontalement à elle » (ce qui serait un problème?), alors que nous devons « la vider, la neutraliser⁹ ». Dit autrement, il faudrait prendre comme cible le travail en ne disant absolument rien de l'expérience du travail, puisqu'il s'agirait là de parler le langage de notre ennemi.¹⁰

Se pose alors la question suivante : comment se définir contre le travail tout en étant *hors* du travail? Pour ce faire, voyons comment les ingouverné·e·s définissent le travail, ce qui nous permettra de déterminer, par la négative, le terrain subversif sur lequel il est encore possible de lutter: « Le travail c'est tout ce qui nous est imposé de faire pour survivre dans un monde structuré par le capital. [...] Le travail devient travail lorsqu'il ne participe pas à la création de sens véritable de nos vies.¹¹ » Ainsi, le travail n'a pas besoin de produire un bien ou un service appropriable, ce peut même être « les téléséries qu'on se claque pour ne plus penser à rien¹² », tant qu'il s'agit d'une activité faite là où les rapports sociaux capitalistes sont effectifs. En comprenant que les rôles imposés par le capitalisme ne peuvent guère servir de base *positive* à la construction d'une activité révolutionnaire, les *ingouvernables* en viennent à dire qu'une telle activité doit être construite à l'extérieur

⁸ Ingouvernables, *Autonomes, donc contre le travail*.

⁹ Ingouvernables, *Commençons ce qui suivra*.

¹⁰ Ingouvernables, *ibid.* « Ce texte n'est pas une critique, ni de la ‘société’ ni de la forme du parti, car le sentiment rendant nécessaire d'y répondre impliquerait de croire à ce spectacle » (Nous soulignons.)

¹¹ Ingouvernables, *Féministes c'est-à-dire contre le travail*.

¹² *Ibid.*

de la société capitaliste. Lorsqu'on comprend qu'être hors de la société capitaliste est uniquement possible par l'abolition de celle-ci, on réalise que tout ce qui vient d'être dit se résume à ceci : pour construire une activité révolutionnaire, il faut... une activité révolutionnaire! En sa qualité de tautologie, un tel procédé rhétorique trouve sa plus grande richesse dans l'impossibilité de dire une fausseté. Le fait qu'il s'accompagne de la certitude de ne rien dire ne semble pas les gêner pour l'instant. Les *ingouvernables* tentent alors d'en dire plus sur ce que peut être, aujourd'hui, une activité révolutionnaire qui « échapperait » au capital. Ici encore, les résultats sont largement insatisfaisants : une fois qu'un groupuscule est formé dans le but de résister à l'« ordre établi », il doit élaborer des « formes » (?), ou des « plans d'existence », qui permettent une activité hors du capital. Pour reprendre leur précision chirurgicale, « les plans d'existence visent à fragmenter, transversalement, les territoires et les vies. À faire monde à travers et à l'abri de la modernité coloniale. Être autonome c'est faire grandir les mondes que nous sommes.¹³ » Pour faire « grandir un monde » (?) hors du capitalisme, nul besoin d'une lutte internationale qui rendra irreproductibles les rapports sociaux capitalistes, car le niveau d'organisation « le plus petit et le plus puissant est sans doute l'échelle moléculaire, qui surgit des liens de vie quotidiens, d'amitié et d'amour, du refus de la discipline et du plaisir d'être ensemble. » Une fois cette molécule (?) formée, on peut alors passer à un *plan proprement révolutionnaire* en une étape facile : il suffit d'établir « le réseau diffus et invisible qui lie l'ensemble des plans spécifiques¹⁴ ». Ainsi, le groupuscule le moins nombreux possible, basé dans une forêt du Témiscamingue – à condition qu'il possède « [une] carte, [une]

¹³ Ingouvernables, *Commençons ce qui suivra*.

¹⁴ *Ibid.*

représentation graphique d'une région, d'un réseau¹⁵ » indiquant le lieu précis du squat de ses ami·e·s d'Hochelag – serait probablement le plus à même de faire trembler le capitalisme mondialisé. Voilà donc en quoi consiste le flegmatique propos des *ingouvernables* : après avoir créé une multiplicité de « mondes » (mondes dont on ne sait toujours rien, mais qui – magiquement –, couvent des rapports sociaux tout neufs), une gigantesque fissure jaillira spontanément et, tel le plus violent de tous les séismes sociaux, anéantira la totalité capitaliste.

Pour une analyse critique de la lutte

À cette manière d'intervenir dans la lutte actuelle qui se limite à un appel abstrait à la « révolution », nous voulons opposer un mode d'intervention réellement à même d'intensifier et de radicaliser le mouvement présent. Le mode d'intervention des *ingouvernables* ne fait que refuser le caractère « étapiste¹⁶ » de la stratégie des CUTÉ, tout en laissant intact et pur l'ensemble de leur système théorique; rien n'a été dit sur leurs concepts de travail, d'exploitation, de reproduction sociale – on ne lui a qu'opposé une immédiate et candide « radicalité » qui s'apparente plutôt à de l'astrologie qu'à une théorie de la révolution. Plus encore, la conception « ingouvernable » du travail, en intégrant toute activité dont la finalité est de supporter le poids de l'existence sous le capitalisme, rend impossible, de par son caractère exagérément extensif, toute définition un tant soit peu déterminée du concept d'exploitation. La critique du travail, si elle ne se fonde pas explicitement dans une théorie du mode de production capitaliste comme système d'exploitation dont le but est l'extorsion de plus-value, ne peut mener qu'à des phrases abstruses ne présentant aucun intérêt pour les luttes

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Ingouvernables, Féministes, c'est-à-dire contre le travail.

actuelles. Bien que les *ingouvernables* reconnaissent l'insuffisance de la salarisation pour l'abolition de l'exploitation, illes ne parviennent guère à démontrer rigoureusement en quoi le salaire *ne peut pas* correspondre à la valeur du travail dans le système capitaliste, en quoi *une partie* de la population étudiante *partage les intérêts objectifs* du prolétariat, en quoi l'éducation *joue un rôle spécifique* dans la reproduction de la société capitaliste ni en quoi, finalement, ce rôle en fait *un terrain de lutte* aussi intéressant que complexe.

Intervenir dans une lutte pour l'orienter vers une potentielle *rupture révolutionnaire*, ce ne peut pas être autre chose qu'offrir une lecture claire et précise de la situation qui saisit la manière dont les intérêts contradictoires en jeu s'articulent. C'est *faire voir* explicitement que le problème de l'exploitation – présentement soulevé par les CUTE – est impossible à résoudre à l'intérieur du mode de production capitaliste. C'est démontrer en quoi certains groupes exploités en lutte partagent les intérêts objectifs de l'ensemble du prolétariat et, inversement, en quoi certains groupes participant à la mobilisation peuvent poursuivre des intérêts qui sont ultimement antagonistes à ceux des exploité·e·s. Concernant la lutte en cours, cette tâche ne peut être menée à terme qu'à la condition, dans un premier temps, de critiquer les concepts de « travail étudiant » et d'« exploitation » tels qu'utilisés par les CUTE, ainsi qu'à la condition, dans un deuxième temps, d'exposer le rôle de l'éducation dans la reproductions de *toutes* les classes de la société capitaliste – au terme de quoi il sera possible de déconstruire pour de bon le mythe d'un « sujet étudiant » uniformément constitué par l'exploitation de son travail : l'*étude*. C'est ce que nous entendons faire dans la troisième partie de ce texte.

(III) Impasses théoriques des CUTE

Aucune lutte n'a jamais attendu d'avoir produit la théorie de ses pratiques avant de s'être lancée dans la « Pratique ». Cela n'est ni bon, ni mauvais; il s'agit simplement de la manière dont les choses se passent. Les protagonistes d'une lutte s'y lancent à l'aide des concepts qui leur sont immédiatement disponibles et tentent, à partir d'eux, de comprendre et d'anticiper son cours en produisant des connaissances sur les enjeux pour le faire infléchir vers le but souhaité. Le développement d'un mouvement mène chaque fois ceux et celles qui y prennent part à corriger ses matériaux théoriques initiaux parce que les événements eux-mêmes les poussent à le faire, en ce qu'ils remettent en question sa cohérence, sa portée explicative, sa capacité à rendre compte de manière exhaustive de la réalité de la lutte¹⁷.

Selon nous, le concept de *travail étudiant*, sur la base duquel les CUTE définissent le sujet du mouvement étudiant (*i.e.* l'étudiant·e comme *travailleur·euse intellectuel·le exploité·e*)¹⁸, doit être dépassé, en sa qualité de « matériau initial », trouvé là – dans la mesure où il reste un simple emprunt à la frange historique du mouvement étudiant étatsunien organisé autour du texte *Wages for Students*. Nous concédons qu'une telle réutilisation directe n'a pas été sans bénéfice – et pour preuve, elle a été grandement utile pour en finir avec la définition

¹⁷ L'ouvrage de Butler, *Trouble dans le genre*, en remettant profondément en question la catégorie « femmes », témoigne exemplairement de la nécessité à laquelle était confrontée le mouvement féministe de reforger ses matériaux théoriques : la catégorie « »femmes» n'allait plus de soi; si le mouvement féministe voulait progresser, il devait soumettre à l'examen les armes mêmes avec lesquelles il luttait contre le patriarcat. C'est dans une situation similaire que se trouve le mouvement étudiant actuel.

¹⁸ CUTE, no. 0, « Appel à la formation de Comités Unitaire sur le Travail Étudiant ». « Comme il sera affirmé tout au long de cette publication, [le rapport social en vertu duquel les étudiant.e.s contribuent à la vie sociale] *en est un de production*, dans le cadre duquel *l'activité des étudiant.e.s est utilisée, voire exploitée par la société* » (Nous soulignons.)

humaniste-idéaliste de l'étudiant·e, mais nous voyons en elle une limite qui, si elle n'est pas adressée, ne pourra empêcher que cette lutte, à son tour, frappe un mur. Il est maintenant absolument nécessaire d'approcher réflexivement, donc théoriquement, les pratiques théoriques¹⁹ du mouvement en cours. Dans quelle mesure? Dans la mesure où les CUTE misent précisément sur le fait que *c'est sur la base d'une telle conceptualisation du « sujet » de la lutte étudiante* que cette dernière serait à même de sortir de ses gonds pour rejoindre les autres catégories d'exploité·e·s²⁰. Nous soutenons que le mouvement présent, s'il ne se penche par sérieusement sur les questions qui sont soulevées ici, non seulement ne saura sortir de son moment strictement « revendicatif » – ce qui représente le but explicite de nombreuses personnes organisées au sein des CUTE –, mais pourra même compromettre la réponse à ses revendications immédiates. En ce sens, le problème concerne toute personne pour qui le succès de cette lutte vaut quelque chose.

Qu'est-ce que le travail étudiant?

Les CUTE utilisent le concept de « travail étudiant » suivant la définition offerte par *Wages for Students*; texte qui reprend lui-même *en apparence* – c'est la thèse qui sera ici défendue – l'argument développé par les féministes marxistes relativement à l'exploitation du travail reproductif, mais en l'adaptant à l'activité étudiante. Nous soutenons

¹⁹ Par là, nous désignons la manière spécifique dont les protagonistes d'une lutte en font la théorie, se la formalise. Dans ce contexte, les *pratiques théoriques* sont les différentes pratiques par lesquelles une lutte est amenée à la conscience de ses protagonistes.

²⁰ CUTE, no. 4, « Réflexion sur la grève des stages et la reconfiguration du mouvement étudiant ». « la revendication d'un salaire pour les stages au sein du mouvement étudiant permet à celui-ci de se penser et de se positionner *en tant que pouvoir s'exerçant sur la scène de l'économie politique et de la lutte des classes, en association et en solidarité avec les exploité.e.s*, plutôt qu'en tant que lobby politique d'une prétendue classe étudiante. » (Nous soulignons.)

que la reprise effectuée par les auteurs de *Wages for Students* est une reprise tronquée – au sens où ce qui est définitoire de l'exploitation du travail reproductif est évacué de la problématique du texte pour ne laisser toute la place qu'à un aspect relativement secondaire du problème. Nous verrons que ce procédé est rendu possible par substitution d'une question secondaire « tel travail bénéficie-t-il *au capital?* » à la question centrale « tel travail est-il approprié sans contrepartie, permet-il à autrui *de se dispenser de travailler?* » Il est notable que féministes marxistes et féministes matérialistes aient pu proposer des réponses radicalement opposées à la question secondaire et se trouver, malgré tout, parfaitement d'accord sur la réponse à la question principale, à savoir que le travail reproductif effectué par les femmes constitue bel et bien une forme de surtravail. Cela indique que ce qui est définitoire de l'*exploitation* du travail reproductif n'est pas le fait qu'il soit « utile » aux hommes ou au capital, mais bien qu'il se résolve en surtravail, c'est-à-dire en travail gratuit. En effet, les féministes marxistes et matérialistes théorisent le travail reproductif comme un travail exploité parce que *ce que les femmes produisent* dans la sphère domestique – la cuisine, le lavage, le nettoyage, éducation des enfants, etc. – *est approprié sans contrepartie*, donc sans aucune forme de rémunération, par le mari²¹. Ceci fait donc dire aux féministes matérialistes que de tels rapports de production définissent deux classes – les hommes et les femmes – et un mode de production à part entière : le patriarcat²². Quant à elles, les féministes marxistes mettent immédiatement en relation ces rapports de genres au mode de production capitaliste, en affirmant que tout cela se fait aussi au *profit du capital*, en tant que celui-ci n'a pas à débourser un sou pour que toutes ces activités qui rendent possible la reproduction de la force de

²¹ Delphy, *L'ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat*, éd. Syllepse, pp. 63-66.

²² *Ibid.*, p. 45.

travail (*i.e.* la reproduction biologique, matérielle de l'ouvrier et de sa progéniture) soit effectuée – et en cela, leur permet de relier la nécessité du patriarcat avec celle du capital compris comme totalité. Mais que tout ceci se fasse au profit de la « classe homme » ou du capital ne fait pas de différence pour ces deux courants relativement au fait que les femmes sont exploitées *en tant qu'elles sont définies comme ménagères, c'est-à-dire contraintes à effectuer du travail dont d'autres peuvent ainsi être dispensés* (en se dispensant des tâches ménagères pour les maris ou en se dispensant de rémunération vénale pour le capital) : leur accord profond sur la réalité de l'exploitation du travail reproductif effectué par les femmes traduit la centralité que doit accorder une analyse authentiquement matérialiste à cette question.

Pour quelle raison les féministes marxistes et matérialistes insistent-elles spécifiquement pour faire reconnaître le travail domestique et ménager *comme un travail*? Afin de dénaturaliser leur exploitation propre, et que soit enfin *visible* le fait que leur travail est approprié *sans aucune forme de compensation*. C'est bien pourquoi la catégorie de « travail » est mobilisée *avant même* que soit souligné – par les féministes marxistes – le fait que l'exploitation des femmes profite au capital et s'explique par lui²³. Conséquemment, les tâches accomplies par le travail ménager ne sont pas du travail exploité seulement parce qu'elles sont « utiles » à la reproduction du capital, mais parce que *œ qu'elles produisent* – et qui permet concrètement de reproduire la

²³ Dalla Costa, *Les femmes et la subversion sociale* dans Dalla Costa et James, *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Librairie Adversaire. « C'est le capital qui, en instituant précisément sa structure familiale, a "libéré" l'homme de ces fonctions de façon à ce qu'il soit complètement "libre" pour l'*exploitation directe*, de façon à ce qu'il soit libre de "gagner" assez pour qu'une femme le reproduise en tant que force de travail. Le capital a donc fait des hommes des travailleurs salariés dans la mesure où il a réussi à rejeter ces services sur les épaules des femmes dans la famille, tout en contrôlant par le même processus l'afflux de force de travail féminine sur le marché du travail. »

marchandise-force de travail – est approprié par autrui. Ceci peut sembler être une distinction subtile et de peu d'intérêt, mais elle gagne tout son sens lorsqu'il s'agit de définir ce qu'est du travail exploité : pour qu'un travail soit tel, il faut a) que ce qu'il produit – matériellement ou sous forme de service – soit *approprié par autrui* et b) que les divers éléments du rapport (l'exploité·e/l'exploitant/le produit approprié médiatisant le rapport) soient effectivement reproduits au terme du procès de travail²⁴. C'est à ces conditions que répondent l'esclavage, le servage, le salariat et le travail domestique; il n'y a que la *forme* du surtravail qui diffère (plus-value, division du temps de travail inégal, rente, taille et corvée, etc.).

Pour sa part, le texte *Wages for Students* soutient que l'étude est un travail parce que les différentes tâches concrètes que rassemble l'étude (se tenir droit, faire ses devoirs, respecter l'autorité, recopier des passages, etc.) impliquent toutes que les étudiant·e·s *s'auto-disciplinent* : « The characteristic common to all the specific tasks that schoolwork involves is Discipline, i.e., forced work.²⁵ » En substance, s'il s'agit bel et bien de travail, c'est *parce que* cette autodiscipline est *utile* au capital et non aux étudiant·e·s en tant que tel·le·s²⁶. On voit tout de suite le glissement dont il fut plus tôt question entre, d'un côté, cette définition du travail et, de l'autre, celle des féministes marxistes et matérialistes : le travail domestique est bel et bien un travail au sens où l'entend *Wages for Students*, mais surtout, – et c'est là l'essentiel – un travail *exploité*,

²⁴ Dupré et Rey cités dans *L'anthropologie économique. Courants et problèmes*, éd. Maspero, p. 109. « Il y a exploitation lorsque *l'utilisation du surproduit* par un groupe (...) qui n'a pas fourni le surtravail correspondant *reproduit les conditions d'une nouvelle extorsion du surtravail* aux producteurs. » Ou encore, lorsque « le produit se retourne contre les producteurs et accroît son asservissement. » (Nous soulignons.)

²⁵ *Wages for Students*.

²⁶ *Ibid.*

parce que celles qui l'effectuent produisent *plus* que ce qui est nécessaire à leur propre reproduction et ne reçoivent pas d'équivalent de la part du mari²⁷; tandis que pour les auteurs de *Wages for Students*, ce qu'effectuent les étudiant·e·s est du travail parce qu'il est *utile* au capital et mérite rémunération *à ce titre*. On remarque ici que l'absence de critère par lequel peut être déterminé le caractère « utile » d'une activité pour le capital, revient à mobiliser l'argument banal, qu'à l'instar du matraquage de grévistes, de la surveillance généralisée et de la distribution de *publisacs*, l'étude est *un travail utile au capital* devant être, pour cette raison, *rémunéré pour bons services rendus*.

Que cela soit clair : nous ne soutenons pas que le salaire étudiant soit comme tel illégitime ou nuisible. Toutefois, si la revendication du salariat étudiant devait continuer à se fonder sur de telles bases théoriques, il faut avouer qu'il ne s'agirait plus là que d'une plate et fade forme de corporatisme étudiant. Inversement, si cette revendication s'appuie sur une analyse fondée sur les rapports de production et les rapports de pouvoir capable de mettre en lumière la réalité de l'exploitation présente ou future de certain·e·s étudiant·e·s (du type de celle qui a battu en brèche les mystifications patriarcales naturalisant l'exploitation des femmes) il devient alors possible de faire éclater le cadre du corporatisme étudiant de l'intérieur – dans la mesure où *ce sont alors les intérêts objectivement partagés des exploité·e·s qui définissent le sujet de la*

²⁷ Delphy, *op cit.*, p. 63. Critiquant dans le même esprit certains flottements conceptuels des autrices du livre *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Delphy nous dit : « [Dalla Costa et James] en concluent que tout travail ménager, et aussi bien le travail ménager effectué pour elle-même par une personne seule que le travail d'épouse, devrait être rémunéré par l'État. À notre sens, il se produit ici un glissement, dû au même manque de rigueur qui a permis de définir le travail ménager comme une tâche. Peut-on appeler *travail* et donc *gratuit*, les services que l'on se rend à soi-même? *À quelles conditions sociales de production* doit répondre une activité pour être qualifiée de travail gratuit? Selon nous, *seuls peuvent être appelés travail gratuit les services fournis à autrui.* » (Nous soulignons.)

lutte, plutôt qu'un sujet unifié par le titre pompeux du « jeune travailleur intellectuel » issu de la Charte de Grenoble. Selon cette charte et les auteurs de *Wages for Students*, il n'y a plus de différence entre un·e ouvrier·ère qui voit l'existence sociale de son propre travail objectivée dans le capital se retourner contre lui ou elle, et les futur·e·s gestionnaires du capital qui révisent leurs manuels de micro-économie pourris : tout le monde travaille et doit être rémunéré au même titre! Celui-là sue toute la journée à la job, celle-ci lui lave ses chaussettes lorsqu'elle rentre de son shift, et celui qui étudie en Technique Policière les calissera en prison s'illes viennent à se fâcher : voilà qui s'équivaut et mérite un salaire! Il est intellectuellement inacceptable de faire comme s'il n'y avait pas de différence entre les tâches du travail ménager et l'activité de l'étudiant·e qui étudie en gestion, précisément parce qu'il s'agit de deux manières bien différentes de « reproduire le capital » ou encore, de travailler. « Reproduire le capital » est sans rapport avec le fait d'être exploité·e, *parce que tous les agents du mode de production capitaliste participent à sa reproduction réelle* : les commerçants réalisent la plus-value contenue dans les marchandises de même qu'ils assurent la circulation des éléments matériels du capital, l'appareil d'État s'assure que les prolétaires restent calmes, les patrons assouvissent leur soif de profit en faisant effectivement valoriser leur capital respectif, les idéologues stabilisent le tout, etc. Ce brouillage de cartes fut réalisé en son temps par les apologistes de la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers qui voyaient – fort à propos – naître la nécessité de légitimer « scientifiquement » le rôle économique de celles-ci :

Il était donc temps d'adopter un compromis et de reconnaître qu'étaient productives toutes les catégories que n'englobait pas directement celle des agents de la production matérielle. Passe-

moi la rhubarbe, je te passerai le sené et, comme dans la "fable of the bees", il fallait démontrer que même du point de vue économique, du point de vue "productif", le monde bourgeois avec tous ses "travailleurs improductifs" constitue le meilleur des mondes (...). Ceux *qui ne faisaient rien* aussi bien que leurs *parasites* devaient trouver leur place dans le meilleur des systèmes universels.²⁸

Wages for Student commet la même bévue, en identifiant : *étude, travail* et *travail exploité* ainsi qu'en présentant les étudiant·e·s comme des membres de la classe ouvrière²⁹. Il est vrai que suivant la définition parfaitement indéterminée du travail que nous offre *Wages for Students*, étudier = travailler; on doit toutefois ajouter aussitôt qu'en ce sens faire du karaté, lire un texte difficile, apprendre à parler une autre langue, faire des redressement assis, c'est aussi *travailler*. Mais c'est alors un sophisme grossier que d'identifier de telles formes banales de travail au *travail exploité*, catégorie conceptualisée de longue haleine par les féministes marxistes et matérialistes³⁰. En identifiant « activité nécessaire au capitalisme » et « travail exploité », ainsi qu'en concevant les étudiant·e·s comme membres du prolétariat, les auteurs de *Wages for Students* oublient simplement une banalité : *les capitalistes aussi vont à l'école.*

²⁸ Marx, *Théories sur la plus-value*, t. 1, Éd. Sociales, pp. 189-190.

²⁹ *Wages for Students*. « Students belong to the working class. More specifically, we belong to that part of the working class that is unwaged (unpaid). »

³⁰ Notons le fait que chez de nombreuses d'entre elles, le *concept* est voilé par le *mot*, en ce sens que le mot « travail » est utilisé tandis que ce dont il s'agit, c'est du concept de « travail exploité ». Mais cela s'explique par le fait qu'elles luttaient sur le terrain de la théorie marxiste de l'exploitation qui, elle aussi, commet la même erreur d'identifier les deux. Il s'agissait pour elles de démontrer que le travail ménager/domestique est du travail *au même titre* que le travail salarié; elles ne faisaient pas la théorie du « travail en général », où l'ajout de l'adjectif « exploité » serait alors devenu nécessaire.

La méthode Caffentzis

Professor emeritus George Caffentzis, l'un des auteurs de *Wages for Students* – actuellement actif dans la campagne des CUTE –, nous fournit, dans un texte différent, un autre exemple d'analyse absurde du travail étudiant; absurdité qui devrait, selon nous, inciter les CUTE à jeter au compost la conceptualisation qui en découle. Voici les termes en lesquels il analyse son caractère exploité :

À l'intérieur de l'Université, deux formes de travail non rémunéré sont appropriées par le capital : 1) le développement de nouvelles "forces productives" à travers la recherche scientifique et ce que Marx avait appelé "le pouvoir du savoir objectifié"; 2) la reproduction de la force de travail et donc la hiérarchie des forces de travail de qualités différentes (sélection, division et stratification). Ainsi le capital s'approprie la science et l'éducation comme une partie gratuite du cycle de sa propre reproduction.³¹

Ces deux composantes sont censées mettre en évidence la réalité de l'exploitation du travail étudiant. Mais d'emblée, on peut légitimement se demander pourquoi son analyse prend pour point de départ l'Université en tant qu'*institution*, alors qu'il s'agit de prouver que ce sont précisément les étudiant·e·s qui exécutent ces deux formes de travail non rémunéré. Ainsi, lorsque l'on fait l'analyse de la famille ou de

³¹ Caffentzis, « Throwing away the ladder : the universities in the crisis », *Zerowork*, no. 1. « In the University two forms of unwaged labor for capital is appropriated : 1) the development of new "forces of production" through scientific research and what Marx called "the power of knowledge objectified"; 2) the reproduction of labor power and so reproduction of the hierarchy of labor powers of different qualities (selection, division and stratification). Thus capital appropriates science and education as a costless part of the cycle of its own reproduction » (Il s'agit de notre propre traduction.)

l'usine, on ne produit aucune connaissance sur la réalité de l'exploitation en disant : « il y a des formes de travail non rémunéré dans ces sphères ». Par là, on n'a identifié ni groupe ni activité, c'est-à-dire les éléments minimums par lesquels est définie l'exploitation. C'est là une banalité pour beaucoup, mais il faut le rappeler à Caffentzis : c'est toujours en partant de l'*activité socialement déterminée d'individus* que seront définis des rapports de production et conséquemment, des rapports de classe – comme polarisation de leurs activités³². Si nous savons qu'à l'intérieur de l'usine il y a exploitation, c'est parce que nous partons de l'activité socialement déterminée d'individus (les travailleur·euse·s) et nous analysons son circuit : achat-vente de la force de travail, procès de travail proprement dit (consommation de la force de travail par le capital, donc production de plus-value) enfin, réalisation de cette plus-value nouvellement produite par la vente des marchandises en lesquelles elle a été matérialisée. Ce circuit construit les différents moments de l'exploitation capitaliste et permet d'identifier deux groupes – propriétaire de sa seule force de travail (les non-propriétaires) et propriétaire du capital – et leurs activités respectives – travail productif de plus-value et valorisation du capital par extraction de la plus-value : ce n'est qu'après avoir identifié et mis en relation ces différents éléments que l'on peut dire, qu'à l'usine, il y a effectivement « appropriation de travail non rémunéré ».

Caffentzis, lui, fait l'économie d'un tel détour analytique : nul besoin de démontrer qui « développe de nouvelles forces productives à travers la recherche scientifique », ni même de démontrer qui reproduit hiérarchiquement la force de travail, c'est évident : ça ne peut qu'être les étudiant·e·s! Malheureusement pour l'infaillibilité de sa

³² Marx, *Introduction à la critique de l'économie politique*, Éd. Sociales, p. 149.

démonstration, il appert que ce n'est pas le travail étudiant en lui-même – comme ensemble de tâches ayant pour caractéristique commune l'*auto-discipline*³³ – qui constitue le développement même des forces productives. En effet, l'auto-discipline *ne produit rien*, si ce n'est... de la discipline. Quant à l'aspect reproductif de la sphère universitaire, c'est bien le rôle de l'Université de reproduire une force de travail segmentarisée et hiérarchisée en s'assurant de son « éducation » – mais cela représente-t-il du travail approprié par le capital? Si oui, *qui* l'effectue (la rectrice, les GARDA, les profs, les chargé·e·s de cours, les étudiant·e·s, toutes ces réponses?) et *comment* ce travail est-il approprié? Plus encore, si l'on voulait concéder de bonne foi que le travail étudiant est effectivement du *travail reproductif non rémunéré*³⁴ – dans la mesure où la reproduction des classes supérieures de même que la hiérarchisation et segmentarisation du prolétariat seraient le fruit du travail d'auto-discipline des étudiant·e·s (!) –, cela ne ferait que confirmer la nécessité pressante de cesser de conceptualiser le groupe « étudiant·e·s » comme identique au prolétariat en tant que ce « travail reproductif » qu'effectue sur soi chaque étudiant·e n'aurait pour seule fonction que d'augmenter la valeur de *sa propre* force de travail³⁵. Enfin, l'analyse de l'argument développé par Caffentzis sur la nature du travail étudiant nous mène donc à la conclusion que, si l'on ne peut plus naïvement affirmer que le groupe étudiant·e·s fait partie du prolétariat de manière homogène, il faut conséquemment s'atteler à l'analyse de ce groupe *en termes de classes*.

³³ *Wages for Students*.

³⁴ Mais pour parler d'exploitation de travail reproductif, encore une fois, il faudrait encore identifier un groupe ou un pôle de la société qui puisse effectivement s'approprier *le produit d'un tel travail* – l'autodiscipline – sans contrepartie...

³⁵ En effet, on ne peut sérieusement soutenir que « travailler » de manière non rémunérée pour s'enrichir d'autant revient à être exploité·e - à moins qu'il soit possible de s'exploiter soi-même. Là-dessus, cf. la position de Delphy note 27.

Dans un premier temps, il nous fallait montrer que contribuer à la reproduction du capital ne s'identifie pas au fait d'être exploité.e, et conséquemment, que cela ne garantit pas aux étudiant·e·s pris·e·s en bloc, une appartenance de classe commune; c'est la raison pour laquelle nous avons systématiquement pris comme exemples des champs d'étude qui ont pour aboutissement évident de reproduire les fonctions sociales proprement capitalistes. Nous commettrions une erreur homologue en affirmant que tout·e étudiant·e a pour destination de faire partie de la classe capitaliste. Ce que nous mettons ici en lumière, c'est le *lieu* du problème théorique, nous disons que c'est là, dans les rapports complexes qui lient les étudiant·e·s au prolétariat et autres couches exploitées, qu'il faut creuser, plutôt que d'éviter le problème en martelant constamment des affirmations-chocs du genre « students are workers³⁶ », « Students belong to the working class³⁷ » à la manière de Caffentzis. Mais à ce moment, d'aucun·e·s pourront se demander quelle nécessité pressante il y a à définir aussi scrupuleusement l'appartenance de classe de chaque couche de la population étudiante : ne sommes-nous pas tous et toutes aliéné·e·s par l'institution universitaire, et par là, également bénéficiaires des acquis revendiqués par cette lutte? Justement, non. S'il est évident qu'un stage non rémunéré est une forme d'extorsion de surtravail particulièrement brutale qui, à la différence du travail salarié, ne se décompose pas en travail nécessaire et en surtravail, mais *en seul surtravail*, il n'est pas du tout évident que l'étude en général soit un travail exploité. Pour qu'il y ait exploitation, rappelons-le, il doit nécessairement y avoir production d'un surtravail approprié par autrui. L'Épreuve Uniforme de Français,

³⁶ Caffentzis, « Throwing away the ladder : the universities in the crisis », *Zerowork*, no. 1. « The present political problem of the student movement is not that of a student-worker alliance and so of finding a "link" with the working class, simply because students *are workers*. »

³⁷ *Wages for Students*.

la dissertation de huit pages sur les *Catégories* d'Aristote ou encore, l'examen d'espagnol oral – qui sont autant d'exemples de l'écrasante majorité de ce qui est concrètement réalisé, non seulement au primaire et au secondaire, mais aussi au collège et à l'université – sont-ils des produits *appropriables*? Enrichissent-ils quiconque du point de vue matériel? Sont-ils monnayables? Rendent-ils directement services à d'autres, comme *occasion de se dispenser de travail*? En opposition à toutes les formes d'exploitation connues jusqu'à ce jour, il faut répondre : non. À titre de contre-exemple, les productions d'étudiant·e·s des cycles supérieurs, elles, peuvent être appropriées au sens fort, dans la mesure où leur titre de propriété passe à l'université qui les diffuse et s'enrichit ainsi de diverses manières à travers elles³⁸. En ce sens, il est possible, lorsque les productions de ces étudiant·e·s sont sous-rémunérées (voire simplement non rémunérées) de parler d'exploitation³⁹. Si, donc, les stagiaires non rémunéré·e·s partagent, lors de la durée de leurs stages, la condition d'exploité·e, il va sans dire que là encore, le portrait est plus complexe qu'il n'y paraît. À la différence du statut de ménagères ou de prolétaires pour qui l'exploitation n'est presque jamais une condition provisoire, l'exploitation spécifiquement pénible des stagiaires consistant à effectuer *uniquement* du surtravail *est par définition appelée à se résoudre en autre chose*. Alors que pour certain·e·s, la surexploitation caractéristique des stages se résout en exploitation simple – c'est-à-dire à un emploi dans lequel une partie de la journée de travail est appropriée sans contrepartie équivalente –, pour d'autres, l'emploi auquel aboutit la formation *doit précisément tirer son revenu de*

³⁸ Il est notable que l'unique exemple utilisé pour illustrer l'exploitation dont ferait l'expérience l'étudiant·e (non-stagiaire) est celui des cycles supérieurs, dans lesquels précisément il y a production de recherches scientifiques dont l'université elle-même peut faire un usage lucratif. Cf. CUTE, no. 0, « Le mépris comme salaire de notre peine »

³⁹ Encore faut-il préciser qu'être salarié·e n'est pas identique au fait d'être exploité·e, même s'ils se confondent souvent.

l'appropriation du surtravail d'autres travailleur·euse·s. Si l'étudiant·e en soins infirmiers et l'externe en médecine effectuent tous·tes deux un stage non rémunéré, l'écart entre leurs futures conditions respectives explique selon nous ce pourquoi les conditions des stagiaires en soins infirmiers suscitent l'indignation et font se mobiliser, alors que l'externat ne fait couler que très peu d'encre. Bien qu'il existe effectivement des cas (très rares) de surexploitation au niveau des stages se résolvant en emplois sur-rémunérés, les CUTE ont justement montré⁴⁰ que les femmes et les personnes racisées sont, *elles*, toujours sur-représentées parmi les stages non rémunérés et les métiers mal rémunérés –, état de fait naturalisé et mystifié par l'idéologie patriarcale et raciste que reproduit structurellement le capitalisme. Mais si nous soulevons toutes ces considérations problématiques – à propos desquelles nous ne prétendons pas apporter de solution définitive – c'est afin que puissent leur être apportées des réponses solides et assumées lorsque viendra l'heure de mettre de l'avant la revendication d'un salaire au travail étudiant; à défaut de quoi tout mouvement se verrait condamné à l'isolement. Ainsi, prétendre qu'il existe une classe étudiante exploitée *de par son* accomplissement d'un « travail individuellement et socialement utile », c'est d'abord vider le concept d'exploitation de tout contenu – résultat inévitable lorsqu'à une véritable analyse conceptuelle on substitue une définition du *Larousse* (en ligne)⁴¹ –, mais c'est aussi attribuer à cette « classe » l'expérience d'une exploitation *faussement commune* et, concurremment, attribuer à ses membres des intérêts *faussement équivalents* dans l'abolition de ces rapports. Prétendre que les étudiant·e·s forment une classe sur cette base *qui n'en est pas une* revient

⁴⁰ Notamment dans *CUTE*, no. 2, « Grève des stagiaires, grève des femmes »

⁴¹ *CUTE*, no.0, « La bourse ou la vie ». « vous pouvez consulter n'importe quel dictionnaire, la définition est claire : le travail, c'est ni plus ni moins que “l'activité de [l'être humain] appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose.” » Si la première entrée du *Larousse* en ligne le dit, nul besoin d'aller creuser plus loin.

ultimement à masquer les dynamiques de classes internes à la population étudiante et à faire reposer la solidarité entre les membres du corps étudiant sur une pure construction de l'esprit.

Mouvement étudiant et rupture révolutionnaire

Rejeter l'analyse abstraite du groupe « étudiant·e·s » en tant que groupe uniformément constitué par l'exploitation nous constraint d'affirmer que, si la revendication du salariat étudiant a le potentiel de se constituer en lutte *contre* l'exploitation plutôt qu'en simple lutte corporatiste, *c'est dans un sens bien précis* qu'il nous faut maintenant mettre de l'avant. Comme nous en avons fait la démonstration, lutter pour un salaire étudiant ne représente pas *en soi* une lutte contre l'exploitation, au sens où l'activité étudiante n'est pas, en tant que telle, exploitée⁴² – telle qu'elle serait appropriée par les professeur·e·s et ultimement par l'État qui, dans les corrections d'examens à choix de réponse, arracheraient une plus-value quelconque. Elle a le potentiel d'être une lutte contre l'exploitation dans l'unique mesure où elle est menée *par* et *au bénéfice de* la fraction des étudiant·e·s qui ont l'exploitation comme situation présente (s'illes travaillent en milieu de stage ou hors de l'école) et/ou comme avenir (si leurs études débouchent sur un métier les plaçant dans les couches plus aisées du prolétariat). Lutter pour un salaire étudiant correspond, pour ces personnes, au *refus d'assumer la charge d'une formation* qui mène ultimement à un travail producteur de plus-value et/ou médiocrement rémunéré, *c'est-à-dire* au fait d'intégrer le prolétariat. Inversement,

⁴² Évidemment, nous excluons ici de la définition d'*« activité étudiante »* les stages et certaines recherches des cycles supérieurs, en ce que ces activités ne sont plus de l'*étude* à proprement parler; en tant que celles-ci aboutissent à un bien ou à un service effectivement approprié. Cf. *supra*.

pour la fraction des étudiant·e·s amenée à reproduire la classe capitaliste et ses suppôts (voir *infra*), le salaire étudiant représente une manière d'anticiper sur les conditions matérielles dorées que leur offriront leurs salaires bien gras (financés à même l'exploitation du prolétariat). En ce sens, la lutte pour le salaire étudiant peut être une lutte contre l'exploitation dans un sens strict que nous croyons nécessaire d'adopter : le salaire étudiant représente, pour les étudiant·e·s dont le prolétariat est le futur, la *possibilité d'arracher à la classe capitaliste les frais de sa formation*. Définie de cette manière, nous avons une nouvelle compréhension de la lutte *qui permet de rendre visibles les intérêts objectivement antagonistes* qui existent à l'intérieur même du groupe « étudiant·e·s » *derrière l'homogénéité apparente de l'activité d'étudier*. L'analyse concrète de tels intérêts sera constamment à faire et à refaire suivant les alliances qui se nouent et se brisent durant la lutte, mais il est évident que partir de la *fonction sociale* que remplit l'emploi auquel aboutit la formation permet de dégager un certain nombre de considérations basales. Au nombre de celles-ci, nous pouvons compter celle selon laquelle étudier en vue de travailler pour le compte des organes qui exécutent les *fonctions répressives de l'État* (police, militaire, juge, etc.) place l'étudiant.e dans une situation objectivement antagoniste à tout groupe luttant par voie extra-légale. De la même manière, étudier en vue de produire et de diffuser tout pseudo-savoir *qui nuit à la capacité*, pour le prolétariat, *d'avoir prise sur la réalité* ou tout savoir réel effectivement utilisé dans l'objectif de *maintenir, d'éterniser, l'état actuel des choses*, doit tout aussi bien susciter de la contrariété entre les intérêts de l'étudiant·e et ceux des personnes pour lesquelles le monde actuel est *invivable*. Notons au passage que c'est consciemment que nous visons ici l'immense majorité des postes de « travail intellectuel » salarié – et cela n'a rien pour surprendre quiconque s'est moindrement intéressé·e à ce qui s'enseigne concrètement à

l'Université. Enfin, étudier en vue d'assurer les *fonctions de gestion du capital*, c'est-à-dire celles qui assurent la *fluidité de sa circulation* ou sa *valorisation proprement dite* (ressource humaine, commerçant·e, publiciste, entrepreneur·euse, banquier·ère, directeur·rice d'entreprise, etc.), c'est déjà clairement exprimer cyniquement le souhait de participer soi-même, à titre d'individu responsable, à l'exploitation éhontée du prolétariat.

Peut-être ces considérations sont-elles banales et, à ce titre, peu utiles; toujours est-il qu'on ne peut absolument pas faire abstraction d'elles lorsqu'il s'agit d'analyser dans quelle mesure *telle* fraction du groupe « étudiant·e·s » peut, dans *tel contexte précis*, orienter la lutte vers la réponse à des intérêts étrangers à ceux des exploité·e·s. Ainsi, par exemple, la *révolte* est un moment de la lutte des classes à l'intérieur duquel des groupes sociaux prennent la décision subite de *refuser de continuer de vivre* comme ils le faisaient jusqu'alors, en s'attaquant à la stabilité du tout social. Or comme telle, la révolte n'est qu'une *forme*: son contenu social doit à chaque fois être déterminé par analyse puisque *ce contre quoi* il y a révolte n'est jamais immédiatement donné. C'est pourquoi il faut *interpréter* le sens de chacun des événements de la lutte des classes et ne pas se laisser abuser par les analogies formelles du type « révolte = contenu social progressiste » et il faut, à plus forte raison, se donner les outils d'une telle interprétation. Les petits propriétaires, les fonctionnaires, les militaires, les étudiant·e·s en marketing, les profs, etc. *peuvent* être amené·e·s à entrer dans le camp du prolétariat, mais de la même manière, *ces personnes peuvent à tout moment être amenées à entrer dans le camp de la contre-révolution*. Cela a pour conséquence qu'on ne doit pas exclure d'emblée la possibilité que le prolétariat gagne, en les personnes des étudiant·e·s, un allié – précisément parce que ce groupe hétérogène peut choisir de refuser ce

à quoi sa formation le destine. Mais ce refus ne peut absolument pas être tenu pour acquis, au contraire : il *doit se traduire pratiquement*, par des actions *concrètes*. Pour le dire clairement, exiger un salaire pour étudier, *ce n'est pas encore* traduire pratiquement le refus de reproduire les classes qui exploitent le prolétariat et donc, *ce n'est pas encore* faire acte de solidarité avec lui. Nous pouvons toutefois soutenir, en accord avec les CUTE, qu'il s'agit d'une avenue par laquelle *il est possible* de lutter en commun contre le capital – et la lutte pour la rémunération des stages se présente déjà comme un point d'intersection potentiel.

On peut se demander pourquoi une si longue analyse est nécessaire si elle se solde finalement par un appui à la lutte des CUTE. Nous réitérons que sans une analyse rigoureusement matérialiste, la possibilité que le mouvement étudiant parvienne à sortir de son isolement pour joindre sa lutte à celle des autres exploité·e·s restera particulièrement mince. Se dispenser de la tâche de démontrer clairement qu'une partie des étudiant·e·s partage les intérêts objectifs du prolétariat et, inversement, que le prolétariat partage ceux de ces étudiant·e·s, c'est se condamner à espérer pieusement une solidarité qui ne risque pas de venir : nous avons de la difficulté à imaginer le caissier du *Dollarama* se joindre solidairement à la doctorante en finance pour affronter, main dans la main, l'escouade anti-émeute du SPVM. De plus, l'actuelle lutte pour la rémunération des stages et celle qui pourrait suivre pour le salaire étudiant nous intéressent dans la mesure où – comme les féministes marxistes l'ont habilement montré –, un lieu nécessaire à la reproduction de la force de travail (ou à sa formation) peut aussi être un lieu de subversion sociale. Et si les CUTE considèrent bel et bien le salaire étudiant comme un moyen d'acquérir un levier de pouvoir dans le but de provoquer une subversion sociale d'envergure, nous l'avons vu, il est impératif que la

lutte ne soit pas le seul fait des étudiant·e·s. En ce sens, faire usage d'un concept plus rigoureux (celui d'exploitation), c'est préciser *à qui* bénéficie la formation de la force de travail, c'est déterminer *quel groupe* au sein des étudiant·e·s va ultimement occuper des postes qui ont pour intérêt de préserver la fonction reproductive actuelle de l'école, c'est permettre une fois pour toute au mouvement étudiant de comprendre les études pour ce qu'elles sont, à savoir la reproduction des classes de la société capitaliste. Pour jouer efficacement sur le terrain de la lutte des classes, les étudiant·e·s doivent cesser de se comprendre comme une classe en soi. C'est uniquement une fois que les intérêts antagonistes des différentes fractions d'étudiant·e·s seront identifiés qu'il sera possible de mettre de l'avant les intérêts pouvant constituer la base d'une lutte commune à celle des autres exploité·e·s. Plus profonde sera la connaissance de notre situation, plus solide sera le point d'appui permettant d'en faire éclater le cadre.

Temps Libre, janvier 2019.

